

Les jeunes abandonnés par l'Ecole de la République ?

La part du PIB de la France attribuée à l'Education nationale diminue d'année en année, et cela dure depuis plus de deux décennies ; autant dire que le XXIème siècle - et le troisième millénaire, par la même occasion - n'est pas le siècle dont on veut dire que les jeunes Français soient les mieux instruits du monde ! De reste, les résultats de PISA le montrent assez ... La République aurait donc abandonné l'objectif prioritaire qu'elle s'était fixée en créant l'Ecole obligatoire, gratuite et laïque, quand, dans les années 80 du XIXème, elle affirma sa victoire contre les monarchistes, **l'objectif essentiel de former des citoyens républicains ... ?**

Mais la République existe-t-elle encore ?

Certes, il y a un Président de la République, un gouvernement de la République, des chambres législatives dites de la République, une « autorité judiciaire » qui rend la justice au nom de la République et du peuple français ... Mais si cela n'était que des mots vidés aujourd'hui de leur sens ? En effet, l'autorité monarchique, pour ne pas dire autocratique, a remplacé la légitimité républicaine en dissolvant l'État républicain d'une manière stupéfiante : **le venin du libéralisme économique a infesté non seulement la société mais aussi les institutions de l'État**. La part faite au « capitalat », sous prétexte d'attirer les « investisseurs multinationaux », ceux qui planquent leurs bénéfices dans les paradis fiscaux, y compris basés en Europe et dans l'UE même, est démentielle ; mais le ministre des finances n'en a cure ... Depuis qu'il est à Bercy – depuis 2017, comme le Président autocratique -, **les profits des grands groupes du CAC 40 et d'ailleurs sont plus qu'énormes : gigantesques !** Et pas question d'y toucher ... Qu'importe si l'inflation appauvrit les classes moyennes et si la pauvreté, y compris celle des élèves et des étudiants, va en grandissant : Monsieur le Grand Argentier s'en moque éperdument. Et son maître également.

Les services publics, qui dans l'État républicain ont vocation à reverser à tout le monde, sans distinction d'origine, le fruit de l'impôt perçu, et théoriquement équitable, **sont démantelés par l'exigence de faire des profits !** Les profits de l'Education nationale, les profits de l'Hôpital public ... Moins de classes, moins de lits, c'est cela qui permet de faire des profits ! N'importe quoi.

Les transports ferroviaires sont, de même, mis à l'encan, sous prétexte de privatisation, ou, si vous préférez, de « **la concurrence libre et non faussée** », que le referendum de 2005 a refusé mais que le Congrès de 2007 a validé sous la forme du *Traité de Lisbonne* ... **Escroquerie politique et sociale dont la Constitution de 1958-1962 ne s'est pas relevée**. Et EDF ? Grâce à l'énergie nucléaire, la France produit de l'énergie électrique en abondance et bon marché. Mais le parc nucléaire, mal entretenu et surtaxé, a mis la France au bord de la pénurie. La solution ? Les fournisseurs privés d'électricité ! Ils achètent l'électricité à EDF, dont le statut a été aussi privatisé plus qu'à moitié, au prix détaxé ; ils la revendent moins chère, mais les profits laissent à désirer car les Français ne sont pas des pigeons ; EDF compense leur pertes (que payent, sans s'en douter, les usagers d'EDF, pigeons malgré eux) ... Ce qui n'empêchera pas les nouveaux vendeurs d'électricité de faire faillite ! Cela s'est passé avant le COVID ; et, maintenant, nouvelle époque bénie des dieux, on recommence ! Toute la société, piégée par le « capitalat » venimeux, en est malade, en est empoisonnée, court à sa perte ... **Et la jeunesse de la France est la première visée.**

Il faut agir vite pour que cesse **l'intoxication programmée de la population française** et que le « capitalat » soit tenu en échec dans ses projets mortifères. Les solutions existent : il faut en reparler.

A suivre

Capitalismus delendus est